

Election au Conseil d'Etat

Béatrice Métraux entre dans la stratégie des Verts

Les Verts doivent placer leur candidate en novembre pour espérer deux sièges en mars

Justin Favrod

La formation écologique veut deux élus au Conseil d'Etat, mais sans trop froisser ses alliés socialistes, dont elle a un besoin vital.

Mercredi soir à Lausanne, les délégués Verts ont désigné leur vice-présidente Béatrice Métraux comme la candidate à la complémentaire du Conseil d'Etat du 27 novembre. Ils veulent que ce soit une des leurs qui affronte le candidat qui sera désigné par l'UDC. Toutefois, ils ont pris soin d'ajouter une cautèle à cette désignation: le comité doit encore négocier avec ses partenaires roses et rouges. Béatrice Métraux a elle-même soutenu cette précaution longuement défendue par le conseiller aux Etats Luc Recordon. Ce dernier sait que sa place à la Chambre haute dépend de la bonne volonté des socialistes.

En partant les premiers et en brûlant la politesse à leur partenaire, les Verts ont pris le risque de la confrontation. Les militants socialistes ont aussi envie d'en découdre en lançant un candidat. L'éloquence des stratèges du parti ne sera pas de trop pour calmer les ardeurs des roses. Ces derniers savent aussi qu'une multiplication des candidatures faciliterait l'élection d'un UDC. Ils devraient donc céder aux Verts, mais de mauvaise grâce et en demandant quelques contreparties pour les élections suivantes, les cantonales de mars.

Tenir bon

De leur côté, les Verts ont meilleur temps de tenir bon. Le conseiller d'Etat François Marthaler a annoncé hier qu'il ne se représenterait pas en mars au gouvernement (lire en page 13). Il s'ensuit que les écologistes ont tout intérêt à avoir un ministre déjà en place s'ils veulent espérer décrocher un second siège au Conseil d'Etat. L'élection de Béatrice Métraux en novembre



Béatrice Métraux, tout sourire, aux côtés de l'ancien conseiller d'Etat Vert, Philippe Biéler. ARC/SIEBER

devient donc cruciale pour son parti.

Le plan des Verts est simple: tenter de placer leur candidate en novembre, puis la représenter en mars, flanquée d'un autre candidat. Celui-ci devrait être le président du parti, Yves Ferrari, qui s'est désisté en faveur de sa camarade mercredi soir.

Un plan simple, mais un chemin tortueux. Car entre ce projet et les cantonales de mars s'intercalent des épisodes électoraux qui peuvent brouiller les cartes. Quel sera le résultat respectif des Verts et des socialistes aux fédérales d'octobre? Le conseiller d'Etat rose Pierre-Yves Maillard va-t-il tenter de brigue le Conseil fédé-

ral en décembre et sera-t-il élu? Ces événements pourraient modifier les rapports de force entre les alliés de gauche. Risquer des prévisions dans ces conditions revient «à jouer sur un billard kaléidoscopique», pour reprendre la métaphore du syndic Vert de Lausanne, Daniel Brélaz, au cours du congrès.

Déjà quatre candidats de l'UDC

● L'UDC désignera jeudi le champion qui aura la mission de sauvegarder le siège de Jean-Claude Mermoud. Les délégués auront le choix entre au moins quatre personnes.

Le dernier nom apparu est celui de Jacques Nicolet. Le député de Lignerolle, dans le Nord vaudois, est aussi président du groupe agricole au Grand Conseil: «J'ai le profil politique de Jean-Claude Mermoud; reste à voir si j'ai sa carrure», sourit l'agriculteur, membre de l'Interprofession du Gruyère. Même si le programme de l'UDC Suisse lui convient, il passe pour un modéré et se revendique comme tel. Pas étonnant dans ces

conditions qu'il ait été approché par des radicaux et des libéraux. Ces derniers estiment impossible de faire élire un candidat au profil trop zurichois dans une votation au système majoritaire.

Autre candidat poussé par le PLR, Pascal Dessauges. Le Conseil d'Etat a annoncé hier qu'il retardait au 1er janvier son entrée en fonctions comme préfet de Morges, prévue initialement aujourd'hui. Ce délai lui permet de se présenter au Conseil d'Etat. Il est en effet interdit à un préfet en exercice de se présenter à une telle élection. Pascal Dessauges, agriculteur à Naz, dans le Gros-de-Vaud, a été président de l'UDC Vaud.

Le premier candidat à s'être déclaré est Pierre-Yves Rapaz, président du groupe UDC au Grand Conseil. Peu après, la députée Fabienne Despot a fait savoir qu'elle était partante.

En revanche, l'ancien député Nicolas Daina jette l'éponge, tout comme le secrétaire général du parti, Claude-Alain Voiblet: «J'étais trop proche de Jean-Claude Mermoud. C'est encore trop émotionnel. Et puis je veux me consacrer à la présidence du Conseil communal lausannois.»

Par ailleurs, le PDC Claude Béglé a annoncé hier soir à La Télé qu'il ne serait pas candidat à cette élection.